

## **ANALYSE GEOPOLITIQUE**

### **Le désordre géopolitique mondial**

Dernièrement la société assiste à un net recul de la mondialisation. Depuis 2020, le système international a été ébranlé par quatre chocs majeurs.

1. Le premier choc a pris le monde par surprise : **il s'agit de la pandémie de Covid-19**. La planète s'est figée, le système mondial a été complètement à l'arrêt durant plusieurs semaines, paralysant diverses industries, redistribuant les cartes des puissances régionales. Les effets socio-économiques dans les pays pauvres se font encore sentir.
2. Le deuxième choc est celui **de l'insertion militaire russe contre l'Ukraine**, perçue par les pays occidentaux comme une agression militaire sans précédent. Les débats sur ses causes fondamentales et sa prévisibilité ne sont pas éteints.
3. Le troisième choc est **le durcissement de la tension sino-américaine**, déjà entamé sous le mandat de Donald Trump, notamment sur le terrain commercial puis sur la polémique autour du Covid-19, puis exacerbé sous le mandat Biden sur le terrain militaire avec la question de Taiwan. La rivalité entre les deux superpuissances dominera la scène géopolitique au moins jusqu'au milieu de ce siècle.
4. Le quatrième choc est **le changement climatique**. L'enjeu climatique est devenu une réalité sensible partout sur la terre. Les événements climatiques de grande intensité ne font que de se multiplier : inondations en Pakistan, incendies en Grèce et à Hawaï, les ouragans et tornades au large de l'Atlantique sur les côtes US etc...

Les trois premiers chocs ont contribué au recul de la mondialisation, notamment la pandémie du Covid-19 qui a fait réaliser une certaine réalité aux pays occidentaux sur la faiblesse de leurs appareils industriels, conséquence majeure et directe d'une délocalisation à outrance des activités industrielles notamment en Chine ou en Inde, s'étant mis en dépendance grave pour de nombreux médicaments de première nécessité : question des masques où la majorité des pays en Europe devait rationner la vente de ceux-ci en pleine crise pandémique.

La pandémie a également fait resurgir l'égoïsme des nations, il a fallu totalement repenser le problème général des chaînes d'approvisionnement.

La guerre en Ukraine, la question de l'approvisionnement de certaines matières premières a pris une autre dimension. Bien que la Russie soit sous la coupe de sanctions internationales sans précédent, les importations européennes de pétrole et de gaz russe ont considérablement diminué, sans aucune prédiction sur leurs évolutions futures.

Cela a engendré quatre conséquences majeures :

1. Le renchérissement massif des coûts de l'énergie pour les pays importateurs

2. La menace de pénuries d'approvisionnement toujours à craindre à l'horizon 2023-2024 pour l'Europe notamment
3. La multiplication des circuits illicites (des pays tiers achetant le pétrole et le gaz russe à moindre prix pour ensuite le revendre à l'Europe)
4. Le retour d'une inflation rappelant les chocs pétroliers des années 1970

Sur un plan économique, les grands gagnants sont les grands pays exportateurs tels que les Etats-Unis avec le gaz de schiste, et les États du Golfe en général. La Chine, quant à elle, profite des prix cassés.

Les grands perdants sont les autres, aussi contrastés que l'Union Européenne ou la plupart des pays africains.

Une autre question majeure qui s'est posée, en parallèle de l'aspect énergétique, est celle du marché des céréales. La Russie se trouve en position d'entraver ou d'interdire, l'exportation de blé ukrainien par la mer Noire.

Avec cette guerre, le monde redécouvre l'importance de la sécurité des voies de communication pour le commerce international, et principalement celui des voies maritimes. Sur ce plan, **la mer Noire a toujours été un espace critique dans l'histoire des relations internationales** avec la guerre de Crimée au milieu du XIXe siècle opposant les empires du moment à savoir russe, ottoman, britannique et français.

Par ailleurs, la question de la tension sino-américaine est d'une nature totalement différente, et ne ressemble en rien à la situation opposant l'OTAN et la Russie, car les deux états ne sont pas en guerre, ni directement, ni par procuration. **Ce qui est en jeu, c'est la montée en puissance de la Chine, ses buts affichés de réunification avec Taïwan, et sa volonté de supplanter les Etats-Unis pour devenir non seulement la première puissance économique mais également militaire.**

De manière plus symbolique, le but de Pékin c'est la réunification avec Taïwan à l'horizon du centième anniversaire de l'établissement du régime communiste en 1949, et s'il le faut par le biais du recours à la force.

Son ambition est à la hauteur de son histoire nationale millénaire.

La Chine souffre actuellement d'un problème démographique majeur, et travers une phase critique, d'où le durcissement du régime avec une ligne autoritaire initiée depuis 10 ans, influencée par les échecs de Gorbatchev.

Cette ligne autoritaire a été confirmée lors du XXe congrès du Parti communiste chinois d'octobre 2022, plaçant ainsi Xi Jinping au même rang que le fondateur du régime, Mao Zedong.

La Chine est actuellement présente sur les 5 continents, démontrant sa capacité à maîtriser les technologies les plus sophistiquées, démontrant également une maîtrise des voies maritimes mais également dans l'aéronautique commerciale désormais, ce qui sans doute posera dans un avenir proche un problème stratégique majeur à Airbus et Boeing.

Depuis l'entrée de la Chine au sein de l'OMC en 2001, rien n'indiquait un éloignement de l'idéologie de libre-échange, menant à une protection capitaliste et qui se double d'une

« guerre » proprement commerciale, portant aussi bien sur des produits très sophistiqués comme les semi-conducteurs que sur des ressources naturelles indispensables.

D'un point de vue global, chacun se rend compte que si le commerce international devait brusquement plonger en raison de la conjonction des tendances protectrices, c'est toute l'économie mondiale qui en pâtirait.

Janet Yellen, secrétaire américaine au Trésor, ancienne présidente de la Banque de réserve fédérale, ne cesse de répéter que le « découplage<sup>1</sup> » économique entre les Etats-Unis et la Chine serait catastrophique pour les deux. Elle met ainsi en évidence, sans le dire, une contradiction de la politique de Washington, qui accentue tous azimuts la politique de l'économie.

Comme attendu, le recul de la mondialisation a soulevé une vague d'inflation sans précédent depuis les années 1970 et 1980.

En effet, la mondialisation avait éradiqué l'inflation pour deux raisons :

- La délocalisation des usines dans les pays à bas salaires
- Le progrès technique qui fait baisser les coûts

Toutes mutations économiques, qui engendrent des disparités géopolitiques globales, ont renforcé un volet protectionniste au sein de certains états notamment les Etats-Unis, par le biais fin 2022 de l'Inflation Reduction Act (IRA), qui prévoit des subventions massives pour les entreprises américaines dans les énergies renouvelables, avec un plan de décarboner l'économie américaine, misant également sur l'incapacité des Européens à défendre leurs intérêts. Comme l'a rappelé Mathilde Lemoine : « le véritable outil dont la France et l'Allemagne disposent pour limiter la perte de compétitivité de leur industrie face à leurs homologues américains est la mise en place de droits de douane sur les produits importés des Etats-Unis. Or seule la Commission européenne a les moyens de les rendre dissuasifs. Pour y parvenir, il faut redonner corps au caractère politique du commerce. Cela oblige les États membres à se mettre d'accord pour laisser la Commission européenne négocier, car elle seule peut obtenir des sanctions suffisantes pour pousser le gouvernement Biden à faire évoluer sa politique commerciale<sup>2</sup> ».

**Le problème étant que l'Union européenne est incapable d'utiliser ces leviers stratégiques dont elle dispose, car l'UE est plus que jamais alignée derrière les Etats-Unis dans la guerre en Ukraine**, qui a contribué à la dégradation de sa compétitivité en raison du coût de l'énergie qui est devenu quatre fois plus élevé que de l'autre côté de

---

<sup>1</sup> Intervention du 20 Avril 2023: Remarks by Secretary of the Treasury Janet L. Yellen on the U.S. - China Economic Relationship at Johns Hopkins School of Advanced International Studies

<sup>2</sup> M. Lemoine, « L'affaiblissement du multilatéralisme fait le bonheur des Américains », *Les Echos*, 5 jan- vier 2023.

l'Atlantique. Ces causes de l'affaiblissement européen tiennent aussi pour le moment à la désunion franco-allemande sur presque tous les sujets concrets.

Le quatrième choc qui concerne le changement climatique, a fait prendre une tournure plus réaliste au concept d'intérêt général de l'humanité tout entière, en justifiant la mise en place d'une gouvernance mondiale. Les éléments d'une telle gouvernance sont actuellement le droit international dans le cadre général de la Charte de l'ONU, les organisations régionales comme l'Union Africaine, les institutions du multilatéralisme issues de l'après-Seconde Guerre mondiale, ou encore les différents groupes ou associations d'États apparus au fil des ans : G7, G20, BRICS, OCS (Organisation de Coopération de Shanghai), sous oublier les COP (Conférences de parties sur les changements climatiques).

Le droit international atténue quelque peu les inégalités entre États, mais les grandes puissances jouent de ses ambiguïtés et en font un usage sélectif. Le multilatéralisme du second XXe siècle avait bénéficié de ses origines d'après-guerre sous leadership américain. Son affaiblissement tient à son changement de nature depuis la fin de la guerre froide, comme ce fut le cas avec l'OMC et la tendance à jouer pour soi.

Dans le domaine du climat, chacun suit son propre chemin. Les plus puissants anticipent le futur cadre de la compétitivité, et se mettent en position de force pour protéger leurs propres intérêts, comme le cas de l'Allemagne qui continue de produire de charbon.

L'évolution actuelle du monde ne va pas dans le sens du renforcement de la gouvernance mondiale.

Le bloc occidental s'affermir et repose sur le leadership américain, quoique peu ébranlé ces récentes années à cause de tensions internes mais reste inégalé tant sa puissance technologique et économique reste dominante sur le reste des autres pays, couplé à une Alliance atlantique revigorée et élargie malgré des réticences internes de la part de la Hongrie et de la Turquie.

L'idéologie occidentale partagée en Asie, au moins au niveau sécuritaire, par des pays comme le Japon ou la Corée du Sud qui ont beaucoup à craindre de la montée de la Chine, reste plus que jamais celle de la propagation de la démocratie libérale. C'est justement l'universalité de cette forme de gouvernement que contestent nombre de pays, à commencer par la Chine.

En tant qu'empire, la Chine se suffit à elle-même, et s'attache à développer un réseau de partenaires sur la base d'une conception réaliste des intérêts de chacun. Elle ne prétend pas changer les régimes politiques des autres, en dehors de son domaine.

## **SOMMAIRE :**

**1- Françafrique, Union Européenne et Russie : un continent morcelé stratégiquement**

**2 – Guerre en Ukraine et nouvel ordre mondial**

**3 – Réintégration de la Syrie dans le giron arabe**

**4 – BRICS : vers une dualité CHINE VS INDE**

**5 – Nouvel essor de l'Arabie Saoudite et sa « Vision 2030 »**

## **6- Le soft power et la diplomatie secrète du dragon Chinois**

## **7- Le Maghreb : le dernier rempart de l'Europe**

## **8- Palestine-Israël : le mirage d'une solution à deux états**

### **1- Françafrique, Union Européenne et Russie : un continent morcelé stratégiquement**

Avant d'évoquer la Françafrique, il convient logiquement d'aborder également deux aspects géopolitiques qui interviennent sur le continent africain à savoir dans un premier temps la relation entretenue par le continent africain avec l'Union Européenne, ainsi que ses relations plus récentes avec la Russie.

La proximité de l'Europe et de l'Afrique exige un partenariat renforcé en matière économique, sécuritaire et diplomatique.

L'accord de Cotonou qui avait été mis en place pour régir les relations politiques, économiques et financières entre l'Union Européenne et 48 pays d'Afrique subsaharienne avait expiré le 29 février 2020, laissant place à beaucoup d'interrogations.

Il est évident que le contexte international a beaucoup évolué depuis 20 ans, et qu'il fallait redéfinir les contours de cette relation bilatérale entre les deux continents pour les 20 prochaines années.

L'Union européenne et l'Afrique dans un contexte plus restreint entretiennent des relations autres que les aspects économiques et sécuritaires. Il y a une collaboration étroite sur des

questions clés allant de la diplomatie, du multilatéralisme et influence internationale, économie, développement et finances, sécurité et défense, changement climatique et mobilité humaine<sup>3</sup>.

Les auteures d'un article publié sur le site du think thank Institut Montaigne, dressent un portrait de cette relation comme étant « **une communauté de destin** » dont le partenariat fort doit être renouvelé en reposant sur trois axes principaux :

1. Réaffirmer les objectifs de développement durable (ODD)
2. Mieux se connaître : par le biais des réseaux d'influence communs, à savoir des partenariats dans le domaine de la recherche et de l'éducation
3. Placer l'objectif de création d'emplois en Afrique en priorité absolue

Les auteures, dans la continuité de leur écrit, ont développé leur réflexion du partenariat Europe-Afrique, doit être centré sur cinq priorités ou défis majeurs afin que les objectifs d'atteindre la création d'emplois soit atteint.

Tout d'abord il y a le défi de **l'environnement des affaires**. A l'heure actuelle les conditions politiques, légales, institutionnelles et réglementaires des pays africains ne sont pas optimales pour les entreprises étrangères. Les investissements de source étrangère peinent à parvenir sur le continent africain. Les besoins en matière d'infrastructures restent également très limités.

Puis il y a **l'industrialisation et l'insertion dans l'économie mondiale**. L'Afrique ne représente que 2% des chaînes de valeur. L'industrie du continent est principalement centrée sur le prélèvement et l'acheminement des matières premières. Il n'existe pas jusqu'à présent d'industrie manufacturière.

L'Afrique connaît un déficit de développement. Afin de pouvoir financer son développement, les États africains doivent potentiellement dégager davantage de ressources domestiques, et cela par la collecte d'impôts. **La fiscalité** demeure un point central.

Enfin, les deux derniers défis sont **l'intégration régionale** et la **formation professionnelle**. L'intégration régionale est un moyen d'améliorer le commerce intra-africain qui représente moins de 18% des échanges du continent. C'est jugé trop faible au potentiel qui peut en être dégagé.

Et pour ce qui est de la formation professionnelle, celle-ci est très peu financée et manque de moyens et la majorité du temps inadaptée aux besoins du continent.

---

<sup>3</sup> Europe-Afrique : partenaires particuliers, Mahaut de Fougères et Dalila Berritane publié sur le site de l'Institut Montaigne : <https://www.institutmontaigne.org/publications/europe-afrique-partenaires-particuliers>

Et pourtant l'Europe a mis à disposition ses outils pour améliorer le partenariat avec l'Afrique à savoir le Fonds Européen de développement (FED), instrument financière de l'UE à destination des pays d'Afrique. Mais également, un autre outil est à disposition à savoir le Comité d'aide au développement de l'OCDE qui consacre une part notable de son budget afin de venir financer l'aide publique au développement (APD) à destination des pays africains.

L'Accord Post Cotonou établit des principes communs et couvre les domaines prioritaires suivant :

1. droits de l'homme, démocratie et gouvernance
2. paix et sécurité
3. développement humain et social
4. croissance et développement économiques inclusifs et durables
5. durabilité environnementale et changement climatique  
migrations et mobilité

Cet accord une fois signé et ratifié par tous, posera les jalons de ce futur partenariat pour les 20 prochaines années.

Sauf que, les relations risquent d'être échaudés par la relation tumultueuse qu'entre la France avec certains pays africains.

Le prisme du néocolonialisme agite de plus en plus la sphère de l'opinion publique. L'influence de la France en Afrique est récemment mise à mal par certains régimes putschistes qui ne veulent plus entendre parler de la France et qui demande pour certains le retrait total de la France de leur territoire et la remise en question de certains traités bilatéraux.

Depuis des décennies, l'influence de la France dans ses anciennes colonies africaines est mise à rude épreuve. Les protestations contre le franc CFA, surnommé « **la dernière monnaie coloniale** », se sont intensifiées ces dernières années. Cet accord monétaire prive quatorze pays africains de leur souveraineté en matière de politique monétaire et les oblige à déposer la moitié de leurs réserves auprès du Trésor français. Si bien qu'il est devenu désormais assez courant de réclamer la fin du franc CFA.

C'est un fait Paris n'est plus la grande puissance incontestée dans les relations étrangères des pays africains francophones.

Au cours des deux dernières décennies, la Chine a supplanté la France comme premier partenaire commercial de ces pays et Pékin est désormais un partenaire commercial plus important pour les États africains que les États-Unis, le Royaume-Uni et la France réunis. Plus récemment, des pays comme la République centrafricaine (RCA), le Burkina Faso, la Guinée et le Mali ont tissé des liens plus étroits avec la Russie en matière de sécurité.

Les développements politiques dans un certain nombre de pays francophones ont aggravé ces changements économiques.

Le Burkina Faso et le Mali qui accueillait tous deux jusqu'à récemment des milliers de soldats français dans la guerre contre le Sahel, ont ordonné à Paris de retirer ses soldats. Les deux pays, ainsi que la Guinée et la République Centrafricaine, se sont depuis rapprochés de la Russie afin d'obtenir une assistance en matière de sécurité sans trop de conditions.

À la suite du coup d'état au Niger, le Tchad est le dernier avant-poste de l'influence française au Sahel. Si jamais le Tchad tombe aux mains de dirigeants révisionniste, les gouvernements de Côte d'Ivoire, du Bénin, du Sénégal et du Togo seront probablement confrontés à la pression populaire pour démontrer publiquement leur distance avec Paris.

Les enjeux sont élevés pour la France car cela signifierait **une baisse significative de l'influence mondiale de la France**, car les pays africains francophones accordent non seulement des voix aux Nations Unies et à d'autres organisations internationales mais aussi un poids stratégique sur la scène mondiale. Sans son emprise géopolitique sur ses anciennes colonies africaines ; la France serait comparable à l'Italie soit un état doté de l'arme nucléaire et d'un siège permanent au Conseil de sécurité des Nations Unies.

Il n'est pas clair si Paris a pleinement internalisé les causes réelles du déclin de l'influence française dans ses anciennes colonies.

La France a besoin d'un changement de stratégie dans sa politique diplomatique menée notamment au Sahel. Le maintien de bases militaires reste toujours un sujet déterminant, permettant de renforcer sa présence dans la région.

Il faudrait que la France puisse nouer un dialogue avec les putschistes et non creuser un fossé entre les pays « loyalistes » et le quintor « rebelle » car depuis les années 2020, ce sont plusieurs pays putschistes tels que le Burkina Faso, la RCA, le Mali, la Guinée et le Niger qui remettent en cause la présence française ainsi que son influence dans la région. Paris devrait s'inspirer de la stratégie de soft power mise en œuvre par la Chine pour tisser des liens plus étroits avec certains pays africains. La France peut faire usage de sa culture, mais aussi de sa politique économique dont l'aide bilatérale à destination de pays africains avoisine les 3 milliards de dollars chaque année.

Dans un article publié sur le site contreponts.org, Pierre D'Herbès, expert en intelligence économique et spécialisé en défense et sécurité internationale, dresse une opinion intéressante. Alors que certains commentateurs considèrent que la France devrait accepter « sa **défaite** » au Niger<sup>4</sup>, et plus globalement au Sahel, il pense que la question ne devrait pas se poser en ces termes.

---

<sup>4</sup> Pierre D'Herbès, **Le défi de la France en Afrique : réinventer sa politique**, article du 11 septembre 2023 publié sur : <https://www.contreponts.org/2023/09/11/463390-le-defi-de-la-france-en-afrique-reinventer-sa-politique>

Selon ses propos, la région n'est pas qu'un enjeu d'influence pour la France, mais un saillant stratégique sur sa frontière Sud. La détérioration de la situation sécuritaire au Mali depuis le départ des troupes armées françaises en 2022, est en soi une démonstration de l'efficacité de son action militaire.

Il poursuit en indiquant que malgré la difficulté de la France actuellement dans la région du Sahel, ses partenariats militaires sont nombreux et recherchés, de même que ses entreprises.

L'action de fermeté de la France rassure également ses alliés ivoiriens, béninois et sénégalais, légitimement inquiets de la viralité des coups d'états dans la région.

Mais réduire la diplomatie française à la sphère francophone est inexact, dans la mesure où **les principaux partenaires économiques en Afrique de la France sont le Nigeria et l'Afrique du Sud.**

Il souligne aussi **l'absence de sortie du franc CFA** depuis la fin annoncée de celui-ci par plusieurs pays africains, alors qu'ils sont tous libres de le faire. La raison est celle de la parité fixe de cette monnaie avec l'euro qui assure la stabilité des échanges économiques.

Pierre D'Herbès estime, dans une analyse assez pertinente, que la vraie négligence de la France a été dans le périmètre de l'influence et de l'action sur les esprits et les opinions.

En d'autres termes, l'opinion publique africaine a été négligée, alors que celle-ci a mutée sous le triple effet de la pénétration de **l'internet, du développement de la téléphonie mobile et de la pression démographique.**

Le « **sentiment anti-français en Afrique** » est une sémantique utilisée récemment dans le débat public africain. Cela n'est pas représentatif de toutes les couches de la population mais plutôt d'une jeune population urbaine et connectée.

La France a péché par « **méconnaissance** » de l'Afrique, a estimé Dominique de Villepin, ancien Premier Ministre et ancien Ministre des affaires étrangères sous Chirac, dans un interview de la chaîne Franceinfo diffusé le 11 septembre. Il estime que « beaucoup des erreurs qui ont été commises dans cette région depuis 2013 sont dues à l'incapacité à ouvrir les yeux et ouvrir les oreilles sur des réalités qui sont mal comprises ».

L'ancien Premier Ministre, pense qu'il ne faut pas *aggraver les choses, et la voie du dialogue est une possibilité envisageable pour trouver les moyens d'avancer dans la compréhension, et surtout de compter sur l'appui de pays amis dans la région qui peuvent servir d'intermédiaires pour y arriver.*

Il évoque également la mauvaise compréhension d'une jeunesse africaine qui est de plus en plus connectée et qui s'informe sur les réseaux sociaux. *La France entretient des relations qui sont encore marquées par l'empreinte néocoloniale, une manière de fonctionner très archaïque, au lieu de trouver des moyens d'accéder à cette jeunesse connectée,* poursuit-il. Il considère qu'il faut maintenir des « **canaux** » car « **rien n'est pire que la table vide** ».

En France, l'échec en Afrique, est vue comme un échec cuisant de la politique de Macron. Beaucoup lui reprochent un discours paternaliste et condescendant, et résume sa dernière tournée africaine comme une illustration parfaite de son échec sur le continent africain.

Malgré ses efforts de prôner la fin de la « Françafrique » et de promouvoir un partenariat renouvelé sur le continent, il a été sèchement recadré, notamment à Kinshasa lors d'échanges tendus avec son homologue congolais.

Dans une Afrique métamorphosée, la Russie est passé du statut de leader non africain sur le continent durant la période soviétique à celui d'outsider. L'absence de la Russie a été mise à profit par ses concurrents, notamment la Chine qui est devenu le premier partenaire économique du continent avec plus de 200 milliards de dollars d'échange avant la pandémie de Covid-19.

La Russie a d'abord réactivé ses anciens liens militaires et technique hérités de l'ère soviétique.

Ainsi en Algérie en 2006, la Russie a annulé pour environ 5 milliards de dollars de dette. En échange, elle a passé pour 6 milliards de commandes de matériel de défense à la Russie, et a conclu un partenariat Sonatrach et Gazprom pour la rénovation des gazoducs algériens. La Russie a également passé des accords militaires avec les états putschistes par le biais de société de mercenaires Wagner pour contrer l'influence française.

La stratégie russe est d'exploiter les circonstances pour évincer les influences occidentales, notamment en élargissant son réseau diplomatique sur le continent depuis une décennie, en nommant un vice-ministre des affaires étrangères Mikhail Bogdanov, représentant spécial pour l'Afrique et le Moyen-Orient.

Dans le cas du Mali et de la Centrafrique, l'octroi de concessions minières constitue la rémunération demandée par les acteurs russes en Afrique pour le déploiement de contingents de mercenaires. Et c'est là que se combinent deux leviers d'influence russe sur le continent : **la fourniture de troupes mercenaires** en échanges de concessions minières, renforcée **par des moyens de propagandes**.

Depuis quelques années, la Russie a lancé un mouvement vaste de conclusion d'accords avec les gouvernements africains. Elle poursuit plusieurs objectifs stratégiques anciens : au Mozambique et au Soudan, elle prépare l'établissement d'une base navale, en Afrique francophone, elle cherche à supplanter la France, notamment dans la bande saharo-sahélienne.

Il y a une **stratégie bicéphale** (officielle et clandestine) de la Russie en Afrique, car l'enjeu principal pour la Russie, c'est de démontrer sa capacité à s'ancrer réellement dans le Sud global.

Le retour de la Russie en Afrique est aujourd'hui à la croisée des chemins : soit il résiste à la conjoncture récente et débouche sur des coopérations dépassant la « **wagnérisation** <sup>5</sup> » de l'action russe sur le continent (**sécurité contre prédation**), et dans ce cas, la Chine et l'UE continueront à voir dans la Russie un rival en Afrique, soit il est uniquement destiné à dissiper

---

<sup>5</sup> 2<sup>e</sup> Sommet Russie-Afrique : *l'arbre Wagner et la forêt russe*, Tribune du 20 Juillet 2023 de Cyrille Bret, Docteur en philosophie et spécialiste des enjeux de sécurité et défense publié sur le site de l'Institut MONTAIGNE :

<https://www.institutmontaigne.org/expressions/2e-sommet-russie-afrique-larbre-wagner-et-la-foret-russe>

la coupure de la Russie avec l'Ouest, et dans ce cas, les partenaires africains de la Russie ne lui accorderont qu'un soutien très mesuré, à l'instar de celui de l'Afrique du Sud à son traditionnel allié russe.

## **2 – Guerre en Ukraine et nouvel ordre mondial**

La guerre en Ukraine a débuté le 24 février 2022, à la suite d'une incursion russe. Cette guerre continue de faire rage jusqu'aujourd'hui. L'Union européenne joue un rôle géopolitique non négligeable dans cette guerre, et bien que celle-ci ait fait preuve d'unité et de fermeté (**sanctions, aide à l'Ukraine**), il n'en ressort moins que des lignes de fractures profondes divisent grandement les Européens. La France et l'Allemagne ont perdu une grande partie de leur autorité, laissant place **au rôle prédominant des Etats-Unis comme acteur majeur de la sécurité européenne**.

L'Europe aura du mal à s'en sortir sans dégâts matériels notamment en raison des coûts économiques d'une telle guerre mais également face au défi énergétique auquel elle est désormais confrontée.

Les ondes de choc de la guerre en Ukraine se font ressentir dans d'autres régions du monde, notamment au Proche-Orient et en Asie.

Une étiquette se détache mettant en avant les pays en voie de développement qui ont un trait commun : celui du ressenti à l'égard de l'Occident, mais également une volonté contestataire d'un ordre du monde perçu comme encore dominé par les Occidentaux.

La position médiane du « **Sud global** » est de blâmer l'agression russe mais de se dissocier des Occidentaux dans la riposte à apporter à cette agression.

Le « divorce Ouest-Sud, réside dans l'éloignement de beaucoup de pays à l'égard des principes fondamentaux de la Charte des Nations-Unies<sup>6</sup> », souligne l'ancien Ambassadeur Michel Duclos, conseiller spécial géopolitique membre du think tank Institut Montaigne, auteur d'un ouvrage sur la Guerre en Ukraine et nouvel ordre du monde.

Par ailleurs, certains États du Sud comptent davantage que d'autres, à l'instar de la Chine qui ne cesse de dévoiler son soutien politique envers la Russie, tout évitant de s'exposer à des sanctions américaines en s'abstenant de soutenir économiquement et militairement de manière visible la Russie.

Certains autres puissances dites « **puissances moyennes désinhibées** » comme la Turquie, l'Arabie Saoudite ou l'Inde, du fait de leur poids sur la scène géopolitique se targuent

---

<sup>6</sup> *Guerre en Ukraine et nouvel ordre du monde*, sous la direction de Michel Duclos. Ed. de l'Observatoire, p.4 à 8

d'accroître leurs liens économiques avec la Russie sans provoquer de représailles occidentales.

Or, tel que le mentionne l'ancien Ambassadeur Duclos, ces pays en offrant « **un ballon d'oxygène** » à l'économie russe contribuent à affaiblir la stratégie occidentale d'isolement et d'affaiblissement de la Russie.

L'Inde qui est beaucoup plus qu'une puissance moyenne, apparaît comme un acteur pivot dont la stature sort pour l'instant renforcée.

La reconstruction d'un ordre international passera par une approche différenciée, car d'un côté il y a la probabilité **d'une action de force chinoise contre Taïwan** s'est accru puisqu'un tabou est tombé, celui de l'agression d'un membre permanent du Conseil de Sécurité contre un voisin. D'un autre côté le risque nucléaire doit être pris en compte, puisque les menaces d'emploi d'armes de destruction massive sont relayées par les dirigeants russes, ce qui laisse penser que le nucléaire peut avoir, un rôle coercitif et non plus seulement dissuasif. L'ambassadeur Duclos mentionne un autre aspect qui a trait à la prolifération, puisque d'autres pays sont au pas de course pour développer leur arsenal nucléaire, tel que l'Iran, mais aussi la Corée du Nord qui ne fait que développer et améliorer son arsenal nucléaire, incitant la Corée du Sud à opter une position défensive et pronucléaire, en souhaitant également acquérir l'arme nucléaire.

La guerre en Ukraine marque peut-être « **la fin de l'illusion de l'ordre libéral international** ». Il n'y aura certainement plus de retour en arrière, à la restauration du monde d'avant. Le ressentiment du « Sud » ne disparaîtra certainement pas, les puissances moyennes désinhibées ne vont pas rentrer dans le rang, et par conséquent la Chine ainsi que la Russie resteront déterminées à saper les fondements de l'ordre actuel.

Il appartient à l'Occident de tenter de rétablir la confiance entre le Nord et le Sud.

La guerre en Ukraine n'aura pas été une guerre perdue si la "**communauté internationale**" en tire les leçons appropriées : il ne doit plus y avoir place **pour le recours à la force unilatérale**, en fait pour le "**crime d'agression**" ; et seule une solidarité Nord-Sud peut permettre de préserver les biens communs de l'humanité, au nombre desquelles la paix.

### **3 – Réintégration de la Syrie dans le giron arabe**

Le 19 mai dernier, le Président Bachar al-Assad, a été accueilli par le prince héritier d'Arabie Saoudite Mohammed Ben Salman, afin d'assister à Jeddah au 32<sup>e</sup> sommet de la Ligue arabe d'où il avait été exclu à la fin de 2011.

Michel Winock, éditorialiste dans le magazine Challenges, dénote le retour sur la scène internationale du Président syrien, qu'il qualifie de « **tyran** » et de « **boucher de Damas** », comme « **un boomerang à la face de l'Occident qui n'a pas su le stopper**<sup>7</sup> ».

Vu de l'Occident, le régime du Président Assad doit sa survie grâce au trafic d'une drogue de synthèse, le Captagon, qui inonde le Proche Orient, mais aussi au soutien indéfectible de la Russie et de l'Iran.

Plus de douze ans après le soulèvement de 2011, les manifestations contre le régime de Bachar s'enchainent depuis la mi-août. Cela tient à « **l'épuisement de la population, à la peur du régime et à la souffrance économique**<sup>8</sup> » explique Ziad Majed, politiste et professeur à l'Université américaine de Paris.

Contrairement aux autres révolutions du Printemps arabes, la révolte syrienne, s'est quant à elle muée en guerre civile, phagocytée par des groupes jihadistes et écrasée par une répression sauvage. « **Le moment politique régional s'inscrit à l'inverse dans la contre-révolution, avec le retour de l'autoritarisme et son discours triomphant qui se résume à : "Seuls la stabilité et le développement économique sont importants, le reste ne compte plus"** », développe Ziad Majed.

Le régime de Bachar semble aujourd'hui acculé, notamment après l'annonce du gouvernement d'augmenter de 200% le prix de l'essence. L'économie du pays semble ravagé, et la livre syrienne n'en finit plus de s'effondrer et la première source de revenus est désormais le captagon.

Le journal **Libération** qualifie la réintégration de la Syrie au sein de la Ligue arabe comme étant imparfaite. L'Arabie Saoudite ne semble pas disposer à investir dans le pays tant que l'engagement de lutter contre le trafic de captagon ne serait pas tenu.

La Syrie ne tient pas non plus celui de rapatrier des réfugiés, une demande insistante du Liban voisin : « **Il est impossible de savoir si le soulèvement initié à Soueïda avec un**

---

<sup>7</sup> [https://www.challenges.fr/idees/bachar-al-assad-rehabilite-par-la-ligue-arabe-syrie-une-honte-occidentale\\_857256](https://www.challenges.fr/idees/bachar-al-assad-rehabilite-par-la-ligue-arabe-syrie-une-honte-occidentale_857256)

<sup>8</sup> [https://www.liberation.fr/international/moyen-orient/syrie-affaibli-et-isole-le-regime-hesite-a-reprimer-la-contestation-20230922\\_AQJBWISVKJBVFF5DRYYUI3AYVM/](https://www.liberation.fr/international/moyen-orient/syrie-affaibli-et-isole-le-regime-hesite-a-reprimer-la-contestation-20230922_AQJBWISVKJBVFF5DRYYUI3AYVM/)

***incroyable courage va se propager, explique Ziad Majed. Mais il ne faut pas oublier qu'en 2019 et 2020, il y a eu des protestations massives au Soudan, en Algérie, en Libye et en Irak. Nous sommes peut-être au début d'une nouvelle vague en Syrie ».***

Parmi les autres alliés de Damas, figure la Chine, qui a apporté son soutien au Conseil de sécurité de l'ONU, où elle s'est régulièrement abstenue lors du vote de résolutions contraignant Bachar Al-Assad. La Chine a conservé son ambassade ouverte contrairement aux occidentaux qui les avaient fermées dès le début du conflit.

En 2018 alors que les combats ont pris fin dans une partie du pays, les Émirats arabes unis, est le premier pays arabe à rouvrir son ambassade et à engager le processus de normalisation du régime syrien.

Cette normalisation a été accélérée à cause du séisme dévastateur qui a eu lieu le 6 février dernier. Plusieurs pays arabes ordonnent l'envoi d'aides matérielles à la Syrie.

Le déplacement en Chine constitue un coup diplomatique pour le président syrien, alors que la Syrie est isolée sur la scène internationale. Le dirigeant syrien cherche des fonds pour la reconstruction du pays après une guerre civile sanglante qui a entraîné des destructions massives d'infrastructures et a réduit à néant plusieurs secteurs de l'économie, tandis que Damas est soumise à de lourdes sanctions internationales.

La consécration parvient donc en mai 2023 lorsque l'Arabie Saoudite, ancien soutien aux opposants du régime, invite le président syrien au sommet de la Ligue arabe à Jeddah, malgré la réticence du Qatar, qui refuse encore la reprise des relations, alors que la Turquie, base arrière des groupes rebelles et djihadistes pendant le conflit, a également amorcé un rapprochement<sup>9</sup>.

Le ministre libanais sortant des affaires étrangères du Liban Abdallah Bou Habib, a mis en contre de « très graves répercussions » si la crise des migrants syriens n'est pas réglée et appelé la communauté internationale à aider la Syrie à se remettre de sa crise économique, lors de son allocution adressée au cours de la 160<sup>e</sup> réunion des ministres des affaires étrangères de la Ligue arabe au Caire.

C'est à l'issue de ce sommet que les ministres arabes des Affaires étrangères ont acté la réintégration du régime syrien à la Ligue arabe. **«Les délégations du gouvernement de la République arabe de Syrie siègeront de nouveau à la Ligue arabe»**, indique le texte voté par l'ensemble des ministres dans une réunion à huis clos au siège de la Ligue arabe au Caire.

Il s'agit là d'une consécration pour le Président Bachar, estime le journal Libération dans un article publié le 7 mai 2023, car ce dernier est sorti *de son statut de persona non grata, mais*

---

<sup>9</sup> <https://www.la-croix.com/international/Bachar-Al-Assad-Chine-quels-pays-entretiennent-relations-dictateur-syrien-2023-09-20-1201283609>

*aussi d'un retournement inattendu sachant qu'en 2013, l'opposition anti-Assad avait pu occuper le siège de la Syrie lors d'un sommet de la Ligue arabe à Doha au Qatar<sup>10</sup>.*

Dans un entretien publié sur Libération le 18 mai 2023, **Agnès Levallois, maitresse de recherche à la Fondation pour la recherche statétique et vice-présidente de l'iReMMo**, estime que le rapprochement des pays arabes avec Damas ne fait pas consensus au sein de la communauté internationale<sup>11</sup>.

Elle poursuit en indiquant que ce sont les pays du Golfe qui ont ouvert la voie à un retour de la Syrie dans le giron de la Ligue arabe, en particulier les Émirats arabes unis qui furent les premiers à rouvrir leur ambassade à Damas en décembre 2018. L'Arabie Saoudite leur a emboité le pas, et cela dans une stratégie bien particulière qui était celle de contrer l'influence de l'Iran en Syrie.

Selon Agnès Levallois, étant donné que les États du Golfe ne sont pas du tout sensibles à la question des droits de l'homme, marquant ainsi le retour dans la région des régimes autoritaires et de facto, le rapprochement avec le régime de Bachar Al-Assad ne semble pas être un moyen de blanchir le régime de celui-ci.

Agnès Levallois souligne également un point essentiel, celui du déplacement du président iranien à Damas au lendemain de la normalisation des relations entre la Syrie et l'Arabie Saoudite, histoire de rappeler à son allié syrien que c'est l'Iran qui s'est porté à son secours durant la guerre, lui permettant ainsi de rester au pouvoir.

Les États de la Ligue arabe ont demandés certaines concessions à Bachar Al-Assad notamment sur les questions du retour des réfugiés, de la lutte anti-terroriste et sur le fléau du trafic de captagon.

Sur la question du terrorisme et celle du retour des réfugiés, Bachar détient une force de nuisance qu'il brandit à chaque mois pour tétaniser la terre entière, estime Agnès Levallois. Ceci lui permet de rassoier une certaine stature sur la scène régionale.

En ce qui concerne le trafic de captagon, il s'agit d'une priorité pour l'Arabie Saoudite, car cette drogue est en train de ravager sa jeunesse.

D'après Agnès Levallois, il s'agit là d'un discours de sourd, car MBS, le prince héritier n'a rien à y gagner dans ce processus, étant donné que le régime de Bachar ne tient quasiment pas ses promesses. En même temps, Bachar a besoin d'obtenir de l'argent de la part des pays du Golfe. L'Arabie Saoudite veut de son côté éviter que ce pays ne tombe complètement dans l'orbite iranienne, notamment lors de la reconstruction du pays.

D'un point de vue diplomatique, cette réintégration, bien qu'elle fût été actée lors du dernier sommet, certains pays tels que le Qatar (ayant soutenu la révolution syrienne dès le départ) et le Maroc étaient réticents à cette réintégration, sans pour autant avoir bloqué le processus

---

<sup>10</sup> [https://www.liberation.fr/international/moyen-orient/apres-plus-de-11-ans-disolement-la-syrie-reintegre-la-ligue-arabe-20230507\\_6R3V44WFXRHHJPA2AHUUP3IJPI/](https://www.liberation.fr/international/moyen-orient/apres-plus-de-11-ans-disolement-la-syrie-reintegre-la-ligue-arabe-20230507_6R3V44WFXRHHJPA2AHUUP3IJPI/)

<sup>11</sup> [https://www.liberation.fr/international/moyen-orient/retour-de-la-syrie-dans-la-ligue-arabe-bachar-al-assad-na-jamais-tenu-la-moindre-promesse-20230518\\_HPCFN5O4S5AJ7HWPB62VTHCEK7I/](https://www.liberation.fr/international/moyen-orient/retour-de-la-syrie-dans-la-ligue-arabe-bachar-al-assad-na-jamais-tenu-la-moindre-promesse-20230518_HPCFN5O4S5AJ7HWPB62VTHCEK7I/)

de réintégration, ces pays ont indiqués ne pas renouer leurs relations diplomatiques de si peu.

Du côté européen, il existe une réelle tension sur la question de la normalisation avec Damas. Deux pays, la France et l'Allemagne y sont fermement opposés, tandis que l'Italie, l'Autriche, la Grèce et la République Tchèque y sont plutôt favorables. Certains d'entre eux ont déjà rouvert leur représentation diplomatique à Damas.

Assez paradoxalement, la réintégration de la Syrie au sein de la Ligue arabe risque d'accroître les tensions au sein des Européens.

Du côté américain, la Maison blanche prévoit un projet de loi baptisé « **anti normalisation du régime de Bachar Al-Assad** », contenant un élargissement des sanctions contre la Syrie et ses soutiens, le président Biden ayant été clair sur ce propos, pas de normalisation possible avec Damas.

#### **4 –CHINE vs INDE : une rivalité dans un monde tripolaire ?**

Depuis quelque temps se pose la question de savoir si le vingt et unième siècle sera asiatique.

Il y a un véritable consensus autour de cette affirmation, mais il s'agit de distinguer si l'on évoque une Asie chinoise ou une Asie indienne.

Il se dessine une véritable rivalité entre les deux géants asiatiques, ce qui à terme pourrait conduire à remettre en cause les perspectives du continent asiatique.

La rivalité actuelle des deux géants asiatiques s'articule autour de la **progression démographique exponentielle de l'Inde** face à la **performance économique de la Chine**.

Selon certains analystes, l'Inde se comporte comme le faisait la Chine il y a 20 ans.

Cependant, les responsables indiens s'offusquent lorsqu'on leur prédit un avenir de leader à la tête du Sud Global. Ils considèrent cette dénomination comme presque insultante : « **Le Sud c'est le sous-développement, la misère, bref l'échec** ».

Lors d'une conférence internationale auquel assistait Dominique Moïsi, conseiller spécial en géopolitique et membre du think tank l'Institut Montaigne, il releva que *le nationalisme religieux du Premier Ministre Modi puisse constituer un obstacle à la réussite de l'ambition indienne, en excluant les citoyens musulmans de ce projet*<sup>12</sup>, chose à laquelle la délégation indienne présente à cette conférence s'offusqua, soulignant que ce genre de thèses étaient propagées par des médias occidentaux notamment américains tels que le New York Times, qui ne font que proclamer la supériorité de leur système pourtant sur le déclin.

Bien que l'Inde dispose d'atouts considérables, il n'en reste pas moins que la Chine ne joue pas dans la même catégorie, tant sur le plan économique que militaire. La Chine, souligne Dominique Moïsi, est une réalité incontournable alors que l'Inde est un projet encore en devenir.

Pour les Occidentaux, la Chine est autant un risque qu'une opportunité, contrairement à l'Inde qui ne constitue pas encore une menace.

Les Indiens ont besoin des États-Unis pour équilibrer la Chine, alors que dans le cas inverse, la Chine n'a pas besoin de la Russie pour équilibrer l'Amérique.

Dans la continuité de son analyse, Dominique Moïsi, indique que pour les Occidentaux la question qui se pose c'est de savoir *si le Sud Global choisit d'aller vers l'Ouest et son modèle démocratique ou vers l'Est et son modèle autoritaire ?*

L'Inde est aujourd'hui à la croisée des chemins, la première démocratie asiatique devrait choisir l'Occident sans hésiter, considérant d'un point de vue géostratégique, que la menace ne vient pas de l'Ouest mais plutôt de l'Est, c'est-à-dire la Chine. Toutefois, l'Inde possède toujours dans l'inconscient collectif un lourd passé colonial et impérial dont les cicatrices sont encore vives et douloureuses, introduisant alors un élément d'incertitude.

L'Inde se rêve en puissance médiatrice, une sorte de balancier entre la Chine et les États-Unis, l'équivalent de ce que fut la Grande-Bretagne pour le monde au XIXe siècle : **une sorte de balancier**.

Il existe, *de facto*, de nombreux parallélismes entre la relation Chine/États-Unis et la relation Inde/Chine. Pour les Chinois, rien ne sera possible tant que Washington ne reconnaitra pas Pékin comme un égal, pas seulement en Asie mais dans le monde. Ils veulent en fait un nouveau monde bipolaire, dans lequel ils se sont substitués à l'URSS. Les Indiens rêvent,

---

<sup>12</sup> <https://www.lesechos.fr/idees-debats/editos-analyses/chine-inde-regards-croises-1958097>

eux, d'un monde tripolaire ou même multipolaire, dans lequel la Chine les reconnaîtrait comme des égaux, et où l'Europe trouverait sa place aux côtés des États-Unis, de la Chine et de l'Inde.

Il est beaucoup question d'un monde tripolaire, entre un Occident Global, d'un Est Global et d'un Sud Global, qui est pour le moins asymétrique.

Le Sud Global est infiniment plus divers dans sa composition que ne peuvent l'être l'Occident et l'Est Global.

- L'Occident Global ne possède plus le rayonnement moral et la supériorité économique, sinon militaire qui étaient les leurs pendant la période de la guerre froide notamment en ce qui concerne les États-Unis.

Il y a moins d'Amérique comme le décrivait "**Le Monde Post Américain**" dans un livre publié en 2008, Fareed Zakaria, le journaliste, essayiste américain d'origine indienne, mettant l'accent, non sur le déclin des États-Unis, mais sur la montée des "Autres", au premier rang desquels la Chine.

Unifié face à la menace russe, l'Occident Global l'est un peu moins dans sa rivalité avec la Chine. En termes d'émotions, l'Occident Global est porteur d'un message qui oscille entre la peur et la résilience. La peur du déclin et de la perte du contrôle sur son avenir, mais la volonté aussi de préserver, sinon d'étendre les valeurs démocratiques et libérales qui sont les siennes.

- L'Est Global, est beaucoup plus déséquilibré que ne peut l'être l'Occident Global, avec une présence plus importante de la Chine que de la Russie.

Il y a un véritable renversement de l'équilibre qui existait entre ces deux pays, et la guerre de l'Ukraine, n'a fait qu'accélérer le processus de vassalisation de la Russie par la Chine. Autrefois, l'URSS et la Chine étaient portées par un projet socialiste en idéal positif, contrastant avec la réalité. Aujourd'hui, c'est plutôt une réalité et une doctrine autoritariste qui a pris le dessus.

La géopolitique mondiale peut se résumer de nos jours à l'affrontement entre l'Occident Global et l'Est Global comme s'il s'agissait d'une guerre froide bis, souligne Dominique Moïsi<sup>13</sup>.

La Chine contrairement à Moscou est une puissance multidimensionnelle et pas seulement militaire.

Cette vision d'un monde bipolaire ne rend pas compte d'une réalité devenue infiniment complexe, d'autant plus que le Sud Global en dépit de sa diversité, n'est pas le simple mouvement des non-alignés du passé, et cela s'exprime par l'émergence d'un nouveau géant mondial qu'est l'Inde.

L'Inde devient le leader incontesté du Sud.

---

<sup>13</sup> <https://www.lesechos.fr/idees-debats/editos-analyses/le-nouvel-ordre-tripolaire-du-monde-1945078>

Autrefois, l'Inde de Nehru devait partager cette position avec l'Indonésie de Sukarno, l'Égypte de Nasser ou le Ghana de Nkrumah. Être non aligné au temps de la guerre froide, c'était de refuser de choisir entre l'Est socialiste et l'Ouest capitaliste, deux modèles issus du monde occidental.

Aujourd'hui, le choix est devenu plus positif. Il s'agit de celui d'un Sud prêt à prendre sa revanche sur l'Occident colonial et impérial d'hier.

## **5 – Nouvel essor de l'Arabie Saoudite et sa « Vision 2030 »**

Lancé en grande pompe en 2016 par Mohammed Ben Salmane, héritier au trône du Royaume d'Arabie Saoudite (MBS), le plan Vision 2030 a pour objectif essentiel d'assurer la transition du royaume vers un nouveau modèle de développement économique, plus libéral et plus ouvert sur le monde, créateur d'emplois et de richesses et ainsi et développer une **« société vibrante... caractérisée par des racines solides et des fondations fortes qui soutiennent un Islam modéré, la fierté nationale, l'héritage saoudien et la culture islamique. »**

Afin de diversifier les actifs du Royaume et baissait la dépendance économique de celui-ci fortement axé sur les revenus pétrolier, mettant ainsi fin à l'ère de l'état rentier, paralysé par les conservatismes et la bureaucratie, MBS a lancé sa révolution économique, d'une part en prenant des mesures d'austérité inédites (réduction des subventions et création de nouvelles taxes) tout en veillant à instaurer un « **citizen account program** » pour compenser leur

impact sur les populations les plus fragiles ; et, d'autre part, en proposant un plan ambitieux de diversification économique et de transformation sociale, Vision 2030, afin de préparer le pays à l'après-pétrole.

**Le plan s'articule autour de plusieurs axes majeurs :**

1. **L'émergence de nouveaux pôles de développement** : le but étant de générer des recettes budgétaires équivalentes à celles du pétrole.

Le Royaume ambitionne de devenir un géant mondial dans le domaine des énergies renouvelables, ainsi qu'une destination touristique. Le Royaume élabore également des partenariats stratégiques dans le domaine de la défense par le biais de joint-ventures. Le Royaume entend augmenter la part des produits manufacturés non pétroliers, et cela se traduirait par le développement du secteur manufacturier en investissant massivement dans le secteur minier privilégiant des minerais tels que l'aluminium, le phosphate et le bauxite, mais également dans la production d'engrais.

Le Royaume veut profiter de sa localisation géographique stratégique étant au carrefour à la fois de l'Asie, l'Afrique et l'Europe pour devenir un leader régional dans le domaine des transports à travers des installations portuaires et aéroportuaires aux capacités logistiques d'envergure.

2. **La réduction de sa consommation énergétique.**

L'Arabie Saoudite est actuellement le plus grand d'or noir à des fins domestiques dans le monde. Dans cette optique, la transition vers des énergies renouvelables et propres constitue une priorité. A l'horizon de 2030, le Royaume envisage une production de 58,7 Gw d'énergie renouvelable combinant le solaire à l'éolien.

3. **La mobilisation des autres secteurs industriels tels que l'agriculture et l'industrie pharmaceutique**

Jusqu'à présent, la plupart des médicaments étaient importés ce qui pèse lourd dans la balance commerciale. Pour cela, le Royaume va investir massivement dans la construction d'usines de production sur place.

4. **L'importation de savoir-faire technologique**

5. **La privatisation d'entreprises publiques**

Ce plan repose sur la privatisation d'entreprises publiques et particulièrement celle du géant pétrolier ARAMCO. Cette privatisation se fera par introduction en Bourse et doit constituer l'étape majeure de la Vision 2030. Les recettes de ces privatisations devraient alimenter le fonds souverain saoudien, Public Investment Fund (PIF), qui a vocation à devenir le plus grand fonds du monde avec des actifs qui devraient atteindre 2000 milliards de dollars. Ces privatisations ainsi que l'ouverture de la Bourse de Riyad « Tadawul » aux investisseurs étrangers illustrent clairement le virage libéral assumé par la nouvelle équipe gouvernementale.

Le PIF, présidé par MBS, joue un rôle majeur dans la réalisation du plan Vision 2030. Il doit servir à financer des investissements à la rentabilité sûre et pérenne afin d'assurer des

revenus aux générations futures qui ne pourront plus compter sur la rente pétrolière. Sa philosophie est avant tout axée sur la recherche de la performance financière. Il doit aussi contribuer à certains projets structurants de la Vision 2030. Le PIF, qui joue un rôle d'agence de participations de l'État, détient des parts dans de nombreuses entreprises nationales et privées. Ses dirigeants espèrent récupérer une partie des fonds levés par les privatisations afin de booster son développement sur le modèle des fonds souverains émirati, singapourien ou norvégien. Il constitue, de facto, le véritable bras financier du royaume et sert souvent à piloter la diplomatie financière du pays.

C'est le PIF qui porte les trois projets phares de Vision 2030 : 1) la cité futuriste Neom, hub technologique à 500 milliards de dollars ; 2) la cité des loisirs Qiddiya, un parc d'attractions d'exception au sud de la capitale ; et 3) le projet touristique Red Sea qui prévoit de transformer une cinquantaine d'îles au large de la côte ouest du pays en destination touristique haut de gamme. Autant de méga-projets qui illustrent le désir de puissance et de modernisation du royaume.

Les autorités saoudiennes sont conscientes que la réussite du plan dépendra en partie de la participation active des investisseurs internationaux. L'objectif est de favoriser les investissements domestiques et étrangers (augmenter les IDE à hauteur de 5,8 % du PIB) afin d'intégrer le top 10 « Index compétitivité globale ». pour y parvenir, le gouvernement s'est engagé à renforcer l'attractivité du royaume à travers des réformes structurelles en matière de transparence et d'attribution des marchés publics. Au-delà des privatisations, le gouvernement actuel souhaite améliorer le climat des affaires (une loi sur les marchés publics et sur les PPP est en préparation), alléger les barrières à l'investissement, en finir avec l'obligation du recours aux sponsors locaux pour pénétrer le marché local et proposer un droit de pleine propriété sur des secteurs définis pour les entrepreneurs. On peut ajouter à cette liste les projets de zones de libre-échange ou les facilités dans l'octroi des visas. parallèlement, un district financier.

La Vision 2030 est également porteuse d'une profonde transformation sociétale. MBS est convaincu que le conservatisme de la société saoudienne, son mode de gouvernance et sa bureaucratie constituent un frein majeur aux réformes. Fort du soutien indéfectible de son père qui bénéficie d'une forte légitimité auprès de la famille royale et de l'établissement religieux, le prince héritier cherche à redéfinir la place du clergé wahhabite, à limiter son emprise sur le terrain social et à faire émerger une nouvelle élite plus en phase avec sa vision réformatrice tout en réaffirmant l'attachement de l'Arabie aux valeurs de l'islam. Par ailleurs, la lutte contre la corruption, populaire dans le pays, menée au nom de l'assainissement de l'économie et de la transparence, a permis d'écarter les réseaux d'affaires corrompus.

Sur le plan international, MBS est conscient de la nécessité d'obtenir le soutien de l'ensemble des investisseurs étrangers. Pour cela, il a privilégié les partenariats avec l'Asie pour mener à bien son plan de diversification. Sa tournée en Inde et en Chine puis en Corée du Sud et au Japon lors du G20 d'Osaka en 2019 avait illustré ce nouveau tropisme économique. Ces

visites avaient aussi pour objectif de rassurer les clients du brut iranien dans l'hypothèse de la fin des exemptions accordées par le Trésor américain. Aramco a acheté des raffineries en Asie afin de sécuriser ses propres approvisionnements en brut saoudien et de contrôler ainsi l'amont et l'aval de la filière.

Les entreprises françaises et européennes ont été déstabilisées par la nouvelle alliance qui avait été conclue entre l'Arabie saoudite sous la présidence de Donald Trump, habilement négociée par MBS. En échange d'un alignement de Washington sur l'agenda diplomatique saoudien, en particulier en ce qui concerne l'isolement de son grand rival iranien, Riyad a promis d'accorder près de 400 milliards de dollars de contrats aux entreprises américaines. Les entreprises européennes considèrent dès lors — et à tort — que leurs marges de manœuvre sont fortement réduites. d'autant qu'elles font face aux entreprises asiatiques, plus compétitives. Rappelons que la Chine est le premier partenaire commercial de l'Arabie saoudite (15 % du marché).

## **6- Le soft power et la diplomatie secrète du dragon Chinois**

La perte d'intérêt stratégique des États-Unis et le manque d'influence dont dispose l'Europe au Moyen-Orient ont constitués un vide, dans lequel s'est engouffrée la politique chinoise, qui se voulait jusqu'à présent économique mais qui au fil du temps a dérivé vers un aspect plus géopolitique avec des prises de positions assumées.

La médiation « chinoise » entre l'Arabie Saoudite et l'Iran a résonné dans le monde, au point que le Global Times qualifie désormais les grands projets que la Chine offre au monde de « **Xivilisation** ».

Les experts chinois s'écartent progressivement de leur défense d'une posture de non-implication dans les nombreux conflits de la région, d'une Chine se contentant de tendre la main à l'ensemble des parties impliquées. Désormais, ils adoptent un discours de promotion d'un rôle plus important pour la Chine dans la géopolitique de la région, et non plus seulement dans sa dimension géoéconomique.

Durant des années, l'Institut chinois des relations internationales contemporaines, (notamment appelé le CICR, principal think tank géopolitique chinois, affilié au ministère de la Sécurité de l'État) avait tenu des dialogues de diplomatie parallèle, où les relations commerciales primées sur l'aspect géopolitique.

Pourtant, le directeur Niu XINCHUN, de l'Institut des Etudes géopolitiques du Moyen-Orient, l'une des antennes de la CICR, met désormais en avant les « **valeurs communes et les**

**intérêts communs** » de la Chine avec le monde arabe et annonce l'avènement d'une « **nouvelle ère sans précédent** »<sup>14</sup>.

La non-intervention chinoise avait deux exceptions majeures : **le premier étant le soutien apporté par la Chine à certains mouvements de libération nationale** comme le Gouvernement provisoire de la République algérienne à partir de 1955, jusqu'à aujourd'hui avec le parti palestinien Fatah, notamment la reconnaissance de l'État palestinien dès 1988 par la Chine.

**La seconde exception, plus significative, résidait dans les ventes d'armes chinoises** pratiquées sans discrimination au début des années 1980 mais limité depuis en ce qui concerne la Syrie et l'Iran, la Chine préférant des partenaires davantage prévisibles à l'image de l'Arabie Saoudite, notamment en ce qui concerne la livraison de missiles balistiques ou la fourniture de drones.

De cette époque, deux aspects ont subsisté : à savoir d'une part le jeu des accusations dénonçant les États-Unis et l'Occident comme étant à l'origine de tous les maux du Moyen-Orient.

D'autre part, la tendance chinoise à se présenter comme un partenaire neutre et donc impartial.

Dans les faits, le bilan de la Chine en tant que porteuse de paix est bien plus modeste.

L'exemple de la médiation chinoise entre l'Iran et l'Arabie Saoudite peut servir d'exemple.

Cette médiation était à l'origine de discussions entre les deux pays qui avaient débutés à Bagdad, avant d'être interrompus par un changement de gouvernement en Irak.

Si Pékin est apparu comme un lieu de pourparlers envisageable, ce fut pour des raisons essentiellement négatives : il était impensable pour l'Iran d'accepter les bons offices du "Grand Satan" américain, ou ceux de son auxiliaire plus faible qu'est l'Europe. Le prince héritier saoudien avait pris ses distances avec l'Amérique depuis l'assassinat de Jamal Khashoggi. L'Arabie saoudite a longtemps orchestré un rapprochement avec la Russie, marraine de l'Iran, sur le fondement d'un intérêt partagé autour du prix du pétrole : or l'accord trouvé avec Moscou est en train de tomber à l'eau, et la Chine en tire parti en étant désormais le premier importateur du pétrole russe.

Dans le sillage de ces pourparlers réussis sous l'égide de Pékin, l'envoyé spécial chinois pour le Moyen-Orient – un poste officiel qui existe depuis 2002 et n'a jamais produit de résultat concret – est allé en grande pompe en Israël et a également rencontré Mahmoud Abbas, muni d'un nouveau plan de paix. Ce dernier reprend en fait les éléments tirés de propositions faites par la Chine par le passé, avec l'ambition mise en valeur de promouvoir la "**réconciliation intra-palestinienne**", donc avec le Hamas et le Fatah. En même temps, la Chine reçoit le soutien de l'Autorité nationale palestinienne et celui de la Ligue arabe sur chacun des dossiers qui comptent à ses yeux, y compris sur le Xinjiang. Le plan de paix qu'agite la Chine pour la Palestine a donc quelque chose en commun avec sa proposition en

---

<sup>14</sup> *The Global Civilization Initiative full of Chinese wisdom, injects fresh momentum into bright shared future – The way of civilization by Xu Liuliu, Li Qian and Hu Yuwai publié le 17 avril 2023.*

douze points mise en avant pour résoudre la "crise ukrainienne" : il est aussi partial sur le fond que neutre dans la forme.

Les vrais atouts de la Chine résident dans l'attraction commerciale et technologique. La Chine a su instaurer une dépendance géoéconomique à tous les niveaux sur ses partenaires, révélant ainsi une capacité de récompenser comme de punir.

La Chine a en même temps su parvenir à tirer parti de sa dépendance au pétrole moyen-oriental, ainsi que de son déficit commercial en les transformant en un effort d'exportation.

Étant également la plus grande détentrice de réserves de devises étrangères au niveau mondial, le pays profite de mettre à profit ses abondants achats énergétiques, notamment ceux après des pays du Golfe afin de lancer une multitude de mégaprojets pour lier ces pays à la Chine dans l'ère de l'après-pétrole.

Cet élan économique a eu pour effet des implications géopolitiques palpables : les États de la région affluent en masse vers l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS), et parmi eux la Turquie, membre de l'OTAN.

La Chine dispose de leviers considérables, notamment grâce à l'effet des sanctions occidentales ciblant l'énergie. La Chine a multiplié ses achats de pétrole et de GNL russes à bas prix. Dès 2023, la Russie est devenue le premier fournisseur de pétrole de la Chine, exposant moins celle-ci à des risques d'approvisionnement énergétique.

Le coup d'éclat de sa diplomatie récente est le signe d'une capacité d'influence grandissante. Les chinois résument cela par la notion de « **pouvoir discursif** ».

## **7- Le Maghreb : le dernier rempart de l'Europe**

Le destin de la France et de l'Europe est étroitement lié à celui des pays du Maghreb, en raison des importants flux d'hommes et de marchandise entre les deux rives.

Pourtant le Maghreb est largement sous-estimé, et les Européens ne semblent pas avoir intégré le Maroc, l'Algérie et la Tunisie à leur réflexion stratégique globale.

L'Europe devrait donner des moyens afin de soutenir les économies de ces pays, gages de stabilité sociale et donc politique.

Aujourd'hui le risque maghrébin, est également un risque européen : la déstabilisation d'un de ces trois pays du fait de la crise entraînerait des réactions en chaîne connues et indésirables (risque islamiste, émigration, influence croissante d'autres puissances). L'Europe doit déployer une coopération économique et financière renforcée avec les pays du Maghreb parce que l'influence de l'Europe tend à diminuer et que le Maghreb suscite un fort intérêt de la part des grands acteurs régionaux et mondiaux.

La Tunisie, en comparaison à ses voisins maghrébins est jugée comme étant la moins stratégique en matière économique et commerciale. L'attractivité de la Tunisie pour les puissances non occidentales réside particulièrement dans le symbole politique qu'elle représente, étant la seule démocratie du monde arabe, et également dans sa proximité, notamment commerciale, avec l'Europe.

Si la France demeure un partenaire majeur pour ce pays, la Chine a quasiment doublé sa part d'importation en dix ans.

La Tunisie présente un intérêt très particulier pour la Turquie et le Qatar : « ***une montée en puissance des entreprises turques dans le domaine des travaux publics et des infrastructures va de pair avec le financement du grand plan d'investissement nécessaire au pays par le Qatar*** <sup>15</sup> ».

Quant au Maroc, situé au carrefour des échanges vers l'Europe comme vers l'Afrique, ce dernier est au cœur des intérêts régionaux et internationaux. Le Maroc intéresse de plus en plus la Chine, avec notamment une diaspora chinoise bien implantée le long du littoral

---

<sup>15</sup> Note Mai 2021 : ***La stabilité du Maghreb, un impératif pour l'Europe***, Institut Montaigne

marocain, notamment au niveau des implantations logistiques, comme à Tanger où beaucoup de biens manufacturés et de matériel y sont exportés depuis la Chine.

La Chine représente 10% des importations marocaines derrière l'Espagne 15% et la France 12%.

Pour ce qui est de l'Algérie, son cas est paradoxal car à la fois souverainiste, le pays reste très ouvert aux échanges internationaux avec une plus grande diversité de clients et de fournisseurs par rapport à ses voisins. Le même cas de figure se présente ici, un net recul des importations françaises qui cèdent du terrain aux importations chinoises et russes, qui sont devenus des partenaires importants pour l'Algérie. La diaspora chinoise compte plus de 40000 ressortissants sur place, et en ce qui concerne la Russie, le secteur qui concentre le plus les relations bilatérales est celui de la défense, malgré une coopération récente dans le domaine de la santé avec l'utilisation en Algérie du vaccin russe.

Grâce à des ressources abondantes en hydrocarbures, l'Algérie a une meilleure situation financière, laissant peu de place au scénario de l'investissement massif étranger.

La stabilité politique des trois pays est déterminatrice de la situation économique sur place. Pour la Tunisie, l'instabilité politique qui perdure depuis le Printemps arabe, est une des causes majeures de la mise en standby de l'octroi du prêt FMI depuis avril 2020, et cet octroi est désormais conditionné à la mise en place de réformes structurelles négociées avec le précédent gouvernement.

A l'inverse le Maroc, grâce à une meilleure stabilité politique, a permis de refinancer sa dette sur les marchés et de contenir l'inflation. Cependant l'écart se creuse rapidement entre l'accroissement rapide du ratio d'endettement et celui des déficits courants, menaçant la soutenabilité des finances du Royaume, pouvant aller jusqu'à la dégradation de la note souveraine.

Malgré une exploitation de ses propres ressources naturelles, le pétrole commence à manquer en Algérie, et la baisse des cours qui dure depuis plusieurs années n'aidant pas, l'impact sur l'économie algérienne est conséquent, ce qui a fragilisé la stabilité politique et sociale du pays.

La sortie de crise des trois pays du Maghreb est à différente variable selon le pays.

La Tunisie connaît la situation la plus préoccupante à court terme. Il faut manier à l'instabilité gouvernementale et mettre en œuvre des réformes afin de combattre la hausse de la dette publique et du déficit commercial. La Tunisie a besoin d'un soutien massif des bailleurs internationaux.

Le Maroc a su mobiliser des ressources internes importantes pour soutenir son économie, et a également su se refinancer via les marchés monétaires sans difficulté.

Le Maroc bénéficie également de bonnes relations avec les bailleurs internationaux, fondée sur la stabilité politique et la capacité institutionnelle à mettre en œuvre de grands projets d'infrastructures.

Enfin, l'Algérie reste pays dont le déficit budgétaire est le plus important, devant atteindre 13,5% du PIB. Le taux d'endettement reste raisonnable, et ses ressources en hydrocarbures lui permettent de se financer sur tous les marchés sans difficulté. Les autorités ont mis en place un système social qui permet d'amortir les chocs économiques endogènes.

## **8- Palestine-Israel : le mirage d'une solution à deux états**

---

Le conflit israélo-palestinien demeure le plus long dans l'histoire des relations internationales contemporaines depuis le règlement du statut de l'Irlande du Nord.

Les efforts de la communauté internationale pendant 50 ans visaient à convaincre les parties de se reconnaître mutuellement.

L'OLP (Organisation de la libération de la Palestine) a pleinement reconnu Israël en 1988, et cinq plus tard à Oslo, le gouvernement travailliste d'Israël a reconnu l'OLP et accepté un plan qui établissait la souveraineté palestinienne sur Gaza, et un découpage de la Cisjordanie.

Malheureusement, c'est un processus inverse qui se produit par le biais d'expansion rapide et régulière au fil des années des colonies sur le territoire censé faire partie de l'état palestinien.

Ce processus est arrivé à la suite d'une série d'événements, l'assassinat de Yitzhak Rabin en 1995, puis une violente intifada palestinienne entre 2000 et 2005 et un net durcissement des opinions publiques de part et d'autre, les Israéliens élisent des gouvernements de plus en plus à droite incluant des partisans de l'expansion des colonies, et les Palestiniens donnant la majorité au Hamas lors des élections législatives de 2006. Celui-ci prend aussitôt le contrôle de la bande de Gaza, tandis que l'Autorité palestinienne se maintient en Cisjordanie en voyant sa crédibilité s'éroder inexorablement.

**Deux événements** ont accéléré la récente flambée de violence<sup>16</sup> :

1. l'annulation des élections par le chef de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas
2. le mouvement de protestation palestinien qui s'est déclenché à Jérusalem début mai, à la suite d'une provocation par des colons sur l'esplanade des mosquées

Il est intéressant de décrire que les rassemblements et mouvements de contestations sont tous menés par de jeunes leaders, hommes et femmes actifs sur les médias sociaux et efficaces dans la mobilisation de la société civile. Ils considèrent que les institutions politiques palestiniennes des deux bords (Fatah et Hamas) n'ont plus rien à proposer et que le mouvement national chargé de les représenter au plan international est hors-jeu.

Selon eux, la question palestinienne se démarque comme suit : **quatre ensembles de populations se trouvant sous la coupe d'Israël** mais vivant chacun sous un régime différent. Certes Gaza, est gouverné par le Hamas, mais cette enclave est sous le contrôle d'Israël qui opère un blocus total qui dure depuis onze ans, et le sort de celle-ci est lié aux relations avec l'État hébreu.

Ces quatre communautés **sont privées de leurs droits** à des degrés divers :

1. Les habitants de Gaza : blocus total opéré par Israël
2. Les Cisjordanais : vivent dans des îlots encerclés par des colonies

---

<sup>16</sup> **Israéliens et Palestiniens : cette fois-ci c'est autre chose**, Expressions de Bassma KODMANI, publication sur Institut Montaigne

3. Les habitants de Jérusalem-Est : sont engagés dans un combat quotidien pour conserver leur carte de résidence, se cramponnent à leur domicile et essaient d'obtenir la réparation d'infrastructures croulantes
4. Les nationaux arabes israéliens : se sentent comme des citoyens de seconde zone

Ces leaders souhaitent la fin d'un système colonial et de toute pratique discriminatoire. Leur discours est celui de la lutte pour la justice et l'égalité des droits individuels et collectifs dépassant la fragmentation géographique. Certains pensent que cela se fera dans le cadre d'un seul État, d'autres de deux États.

Ces nouvelles figures du mouvement palestinien ne sont cependant pas encore en mesure de se structurer en une force politique. L'alternative aux deux formations existantes continue de faire défaut. Le modèle reste à trouver, mais comme aucun des acteurs n'a intérêt à le voir prendre forme, il est peu probable qu'il trouve de l'aide.

La fin de la solution à deux États est-elle irréversible ? Elle devient en tout cas obsolète, "**caduque**" selon le célèbre mot d'Arafat à propos de la Charte de l'OLP.

Plus aucun *think tank* en Israël ou ailleurs n'y travaille. En revanche, depuis l'annonce du **plan Trump** - qui prévoyait l'annexion par Israël de la Vallée du Jourdain et des colonies en Cisjordanie -, des équipes israéliennes et américaines avaient beaucoup progressé dans le repérage de zones en Cisjordanie qu'Israël pourrait annexer, **renforçant ainsi la marche engagée vers un seul État**.

Petite révolution en Israël, après deux années d'impasse dans la vie politique, la formation d'un gouvernement qui représente une révolution silencieuse. Pour la première fois un petit parti arabe – islamiste, dirigé par Mansour Abbas, s'est retrouvé en position **d'arbitre du jeu politique** et a négocié son soutien à la nouvelle coalition gouvernementale que dirige le chef d'un parti juif religieux. Il obtient en échange la promesse de quelques bénéfices pour les citoyens arabes.

L'alliance des autres partis arabes, dite "**liste unifiée**", dénoncent Mansour Abbas, l'homme qui a brisé l'unité de leur front et ironisent sur "**l'arabe de service**" qui aurait conclu un marché de dupes : obtenir la reconnaissance de droits qui étaient de toute façon dus aux citoyens arabes. Mais Mansour Abbas est un Palestinien du Néguev, où vit le "**lumpenprolétariat**" d'Israël. Il sait parfaitement que des droits - même reconnus dans les textes - doivent être renégociés lorsque le rapport de force est défavorable. Mansour Abbas, chef d'un petit parti sans assise populaire significative et sans grande crédibilité, a donc décidé de faire cavalier seul. L'Autorité palestinienne le traite de collaborateur.

C'est entre dû à un mouvement d'opinion publique plutôt favorable à un gouvernement qui s'appuierait sur les parties arabes pour gouverner.

C'est ainsi que dans son discours d'investiture, Naftali Bennett a eu des mots chaleureux à l'intention des citoyens palestiniens du pays. "*Nous ouvrirons une nouvelle page dans la relation entre l'État d'Israël et ses citoyens arabes... Nous comprenons les aspirations et les*

*besoins de la société arabe, nous traiterons les problèmes liés à la criminalité et la violence, la crise du logement, les failles dans le système éducatif et le manque d'infrastructures*<sup>17</sup>."

La France et l'Europe s'inquiètent d'une certaine jeunesse musulmane qui mélange parfois **soutien à la Palestine, revendication identitaire et antisémitisme**. Ceci a peut-être favorisé l'adoption en France de la loi assimilant l'anti-sionisme à l'antisémitisme, qui a fait polémique au sein de la classe politique, certains députés craignant qu'elle ne soit instrumentalisée pour délégitimer la critique de l'occupation des territoires palestiniens.

Sans doute, aucun Premier ministre israélien n'aura eu autant d'influence que Benyamin Netanyahu sur le débat international quant à ce dossier. Pendant douze ans, alors que le monde arabe était secoué par les révoltes populaires et les conflits, Netanyahu a dominé les relations étrangères de son pays ; il était aussi lié à Poutine qu'à Trump et savait s'y prendre avec le Congrès américain avec autant d'astuce que le plus expérimenté des présidents américains. Netanyahu jouait sur du velours. À mesure que le courant islamiste prenait de l'ampleur dans la région, l'image d'un Israël stable et fiable se renforçait. Autrefois balançant entre nationalisme et socialisme - pour reprendre l'expression de Zeev Sternhell - **c'est le visage nationaliste dur d'Israël qui aura dominé toute cette période**.

Quant aux Palestiniens, rien n'a été plus nuisible à leur cause que son expression religieuse incarnée par les mouvements Hamas et Jihad islamique, soutenus par Téhéran. Le discours national, foncièrement laïc mais porté par une Autorité palestinienne sans aucune autorité, était devenu inaudible.

Il se produit quelque chose de jamais vu apparemment prometteur pour la coexistence des Juifs et des Arabes sur ce territoire. Il y a près de 30 ans, la négociation d'Oslo avait été voulue par deux *leaders* charismatiques, Rabin et Arafat. Cette fois, ce sont les sociétés qui s'expriment sans que des figures politiques les y poussent. Ceci n'est pas le résultat de la dernière crise mais l'aboutissement d'un long processus de maturation. Une jeune génération palestinienne attachée à la résistance pacifique veut se faire entendre. Elle sait que le Hamas l'empêchera de mettre à profit les sympathies grandissantes pour la détresse des Palestiniens au sein de l'opinion et du Congrès américains. Les Israéliens, quant à eux, ont franchi un mur psychologique et sont prêts à échanger avec leurs concitoyens arabes.

Malheureusement les derniers événements qui se sont déroulés avec l'incursion militaire du Hamas en Israël a éteint tout espoir de paix.

Le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres a condamné "dans les termes les plus fermes"<sup>18</sup> l'offensive du Hamas et appelé "la communauté internationale à des **efforts diplomatiques pour éviter un élargissement de la conflagration**". Les pays occidentaux, nombreux à considérer le Hamas comme une organisation "**terroriste**", ont eux aussi condamné l'attaque. Le président américain Joe Biden a assuré Israël de son "**soutien**

---

<sup>17</sup> <https://www.rfi.fr/fr/moyen-orient/20210614-israel-investiture-chaotique-du-gouvernement-de-n-bennett-netanyahu-chef-de-l-opposition>

<sup>18</sup> <https://www.cafeyn.co/fr/article/43b84b/challenges/2023-10-08/offensive-du-hamas-contre-israel-le-recit-des-deux-jours-ou-tout-a-bascule>

**inébranlable**". Les Etats-Unis ont donné les détails d'une nouvelle aide militaire à Israël, a annoncé le chef de la diplomatie Antony Blinken.

La présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen a condamné des attaques relevant du **"terrorisme dans sa forme la plus méprisable"** et estimé qu'Israël avait **"le droit de se défendre"**.

La Russie a appelé à un **"cessez-le-feu immédiat"**. L'Iran **"soutient la légitime défense de la nation palestinienne"**, a déclaré le président iranien Ebrahim Raïssi, en ajoutant qu'Israël devait **"être tenu pour responsable"** de la situation. L'Arabie Saoudite a appelé à **"l'arrêt immédiat de l'escalade entre les deux parties, à la protection des civils et à la retenue"**. Le président turc Recep Tayyip Erdogan a appelé les deux côtés **"à s'abstenir d'agir impulsivement, ce qui augmenterait les tensions"**.

L'offensive du Hamas contre Israël déchire la vie politique française, et particulièrement la gauche. Elisabeth Borne a dénoncé dimanche des **"ambiguïtés révoltantes"** de La France insoumise (LFI) en réaction aux attaques du Hamas contre Israël, épinglant un **"antisémitisme qui est parfois une façon de masquer une forme d'antisémitisme"**.

Le parti dirigé par Jean-Luc Mélenchon est accusé par une partie de la classe politique d'avoir mis sur le même plan les attaques contre Israël et la colonisation des territoires palestiniens. **"Toute la violence déchaînée contre Israël et à Gaza ne prouve qu'une chose : la violence ne produit et ne reproduit qu'elle-même"**, a estimé Jean-Luc Mélenchon sur X (ex-Twitter) tandis que le groupe parlementaire LFI a déclaré que l'offensive du Hamas intervenait **"dans un contexte d'intensification de la politique d'occupation israélienne"**.

**"C'est très choquant, on ne peut pas dans le contexte actuel renvoyer dos à dos le Hamas - dont je rappelle que c'est une organisation reconnue comme terroriste par l'Union européenne - et un État démocratique victime d'attaques terroristes"**, a estimé Elisabeth Borne sur BFMTV. **"Il y a beaucoup d'ambiguïtés et de la complaisance"**, a-t-elle ajouté.

Le socialiste Jérôme Guedj s'est lui-même interrogé sur l'avenir de la Nupes. **"Ça me dégoûte de voir et de constater que certains - le communiqué du groupe LFI, les tweets de (Louis) Boyard, de Jean-Luc Mélenchon et peut-être de quelques autres - ont immédiatement été dans une forme de relativisme, de renvoi dos à dos, d'absence de ce minimum de compassion qui fait notre humanité commune"**, a développé le socialiste sur la radio RCJ (Radion de la communauté juive).

Les réactions de la France Insoumise à l'attaque du Hamas dérangent ses partenaires de la NUPES. Dans un entretien publié le 15 octobre 2023 par le site Mediapart<sup>19</sup>, le député insoumis Éric Coquerel répond aux critiques.

Le député insoumis de Seine-Saint-Denis, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, maintient qu'il préfère parler d'« **actes de terreur** » ou de « **crimes de guerre** » du Hamas, et pas de terrorisme, pour ne pas céder à la « **caractérisation**

---

<sup>19</sup> <https://www.mediapart.fr/journal/politique/151023/eric-coquerel-lfi-la-grandeur-de-la-france-jusqu-ici-etait-de-respecter-les-deux-peuples>

**politique de Nétanyahou** », ce qui reviendrait à ses yeux à nier la dimension coloniale du conflit. **« En quoi est-ce minorer la forme d'attaque du Hamas ? »**, interroge-t-il en s'adressant à la gauche : **« Il est peut-être temps de revenir à la raison et de se concentrer contre nos adversaires communs »**.

Alors que l'ONU estime à un million le nombre de déplacés dans le territoire gazaoui, et que des combats souterrains **« terriblement meurtriers »** s'annoncent à Gaza, Éric Coquerel s'inquiète de voir les chances d'une paix basée sur les résolutions de l'ONU, **« c'est-à-dire deux États »**, s'amenuiser. Il alerte sur cet engrenage funeste : **« Le pire est à craindre, jusqu'à l'éradication de toute possibilité d'une entité palestinienne à Gaza ce qui, rajouté à l'expropriation subie par les Palestiniens à Jérusalem et la colonisation accrue en Cisjordanie, s'apparenterait à une nouvelle Nakba (l'exode palestinien de 1948) »**.

Selon le député, les actions du Hamas sont liées à des enjeux géopolitiques liés à la situation en Iran, mais également d'asseoir et de renforcer sa domination politique sur l'Autorité palestinienne à Gaza.

Il fut choqué par la manipulation médiatique utilisée par le gouvernement de Netanyahou qui cherche d'installer une vision du conflit plaçant Israël dans le camp du bien et les Palestiniens dans celui du mal, et se désole que cette rhétorique ait été reprise au plus haut sommet de l'État français.

Il estime que la grandeur de la France, résidait jusqu'ici dans le respect des deux peuples, et de promouvoir la paix.

Des voix s'élèvent en France sur le danger de ce conflit, sur les amalgames qui sont faits, sur la manipulation médiatique et le risque d'importation du conflit, comme l'évoque Natacha Polony dans une tribune d'opinion publiée dans l'hebdomadaire Marianne le 12 Octobre 2023 : **« Sans cette capacité à dépasser l'ordre communautaire, nous sommes condamnés, à terme, à la guerre civile. Sans une mobilisation de la France sur la scène internationale pour exiger la justice et la paix pour tous les civils massacrés, nous verrons l'importation du conflit<sup>20</sup> »**.

Le parallèle fait entre le Hamas et le terrorisme ne devrait pas être le cas. **« Oui, le Hamas a commis des crimes odieux, des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité, mais c'est un mouvement nationaliste qui n'a rien à voir avec Daech ou Al-Qaïda**, nuance Jean-Paul Chagnollaude, professeur des universités, directeur de l'Institut de recherche et d'études Méditerranée/Moyen-Orient <sup>21</sup> (iReMMO). **Il représente ou représentait largement un bon tiers du peuple palestinien. Si Mahmoud Abbas** (chef de l'Autorité palestinienne) **a annulé les élections il y a deux ans, c'est parce que le Hamas avait des chances d'emporter les législatives. »**

**« La comparaison avec Daech a une visée politique qui consiste à enfermer le Hamas dans un rôle de groupe djihadiste, abonde le chercheur Xavier Guignard, spécialiste de la Palestine au sein du centre de recherche indépendant Noria. Je comprends le besoin de caractériser ce qu'il s'est produit, mais cette comparaison nous prive de**

<sup>20</sup> <https://reader.cafeyn.co/index.html?lang=fr&publicationId=805&issueId=21966064>

<sup>21</sup> <https://www.mediapart.fr/journal/international/161023/aux-origines-de-l-histoire-complexe-du-hamas>

**voir tout ce qu'est aussi le Hamas** », un mouvement islamiste de libération nationale, protéiforme, politique et militaire, qui est l'acronyme de « *Harakat al-muqawama al-islamiya* », qui signifie « **Mouvement de la résistance islamique** ».

Dans un entretien accordé à l'hebdomadaire L'Express paru le 12 octobre 2023, Gilles Kepel, politologue spécialiste du monde arabo-islamique, a qualifié l'attaque du Hamas, de 11 septembre israélien. Il estime qu'actuellement **il y a une lutte pour l'hégémonie sur l'islamisme entre sunnites et chiites**<sup>22</sup>. Au départ le Hamas bien que ce soit une organisation de confession sunnite, **a totalement fait allégeance à l'Iran**, qui le forme, l'entraîne, le finance et lui fournit des armes.

Gilles Kepel parle d'un axe « **fréro-chiite** » marqué par une **convergence entre l'islam politique des Frères et celui des ayatollah iraniens, d'autant plus que le frérisme purement sunnite a perdu ses soutiens financiers et institutionnels principaux**. Il parle d'un début **d'un millénium islamodjihadiste**, de l'idée que la colonisation n'est pas une fatalité, d'un multilatéralisme conflictuel.

Gilles Kepel souligne le fait que l'Iran peut profiter de cette dimension holistique de la religion, pour se présenter comme le héraut des musulmans opprimés à travers le monde. Serait-ce une stratégie israélienne que de faire capoter le récent rapprochement diplomatique irano-saoudien, pas pourtant que ce soit vrai, car MBS est désireux de se rapprocher d'Israël afin de disposer d'armements beaucoup plus sophistiqués.

Il poursuit en indiquant que les Etats-Unis ne peuvent pas laisser l'Iran gagner, mais le problème c'est que l'hyperpuissance américaine, c'est fini. Ses alliés arabes ne les suivent plus, notamment les Saoudiens qui se sont émancipés en négociant avec la Chine, en s'accordant avec la Russie sur le prix du pétrole et en achetant des armes à la France. La politique de Netanyahu vis-à-vis de la Russie s'est effritée avec le début du conflit en Ukraine, car Poutine a pu compter sur ses alliés iraniens lorsqu'il était à court de munitions, et que l'Iran l'a fourni en drones Shahed.

Il indique que l'Iran sort renforcé, et a réussi à garder au pouvoir ses relais au Levant. L'Iran a construit un système d'alliances qui reste solide malgré l'assassinat par les Américains de Qassem Soleimani, et vu que l'islamisme sunnite était en crise de leadership, le fait d'avoir tenu tête aux américains et israéliens, notamment en développant son industrie nucléaire, ça leur a fait gagner en prestige aux yeux des islamistes du monde entier.

Gilles Kepel indique que les risques d'embrasements restaient jusque-là contenus, mais que dans un système actuel aussi fragmenté, les risques d'embrasements au Moyen-Orient sont plus que possible.

D'un point de vue juridique, il est intéressant de se pencher sur la qualification exacte des faits. Julia Grignon, professeure de droit international humanitaire et directrice de recherche au sein de l'IRSEM (Institut de recherche stratégique de l'École militaire), pose les bases des actes punissables selon le droit international<sup>23</sup> :

---

<sup>22</sup> <https://reader.cafeyn.co/index.html?lang=fr&publicationId=641&issueId=21964596>

<sup>23</sup> <https://www.mediapart.fr/journal/international/151023/terrorisme-crimes-de-guerre-ou-crimes-contre-l-humanite-les-mots-justes-pour-qualifier-les-violence>

1. **L'agression** : cette notion ne concerne pas l'actuel conflit
2. **Le crime de guerre** : est une violation d'une des conventions de Genève commise dans le cadre d'un conflit armé
3. **Le crime contre l'humanité** : est une attaque généralisée et systématique contre une population civile
4. **Le génocide** : est la destruction de toute une partie d'une population

Elle tient à rappeler que ceux-ci s'inscrivent dans « **un conflit préexistant** ». Depuis 1967, la Cisjordanie et le plateau du Golan et la bande de Gaza, **constituent des territoires occupés selon un avis paru en 2004 de la Cour Internationale de Justice**, leur octroyant ainsi des droits garantis par le droit humanitaire visant à protéger leurs « **populations placées dans une situation de grande vulnérabilité car elles se trouvent sous le contrôle d'une puissance occupante** ».

Elle poursuit que dans le cadre de l'attaque du Hamas, sa violation est évidente, car elle peut attaquer des militaires, mais pas des civils. Elle peut détenir des gens mais pas commettre des prises d'otages. **Il s'agit ici d'un conflit armé**, mais le meurtre et les exécutions sont interdits.

Concernant la riposte israélienne, **la juriste estime que celle-ci peut relever de crimes de guerre**, car l'armée israélienne en bombardant massivement la bande de Gaza, ces frappes atteignent et détruisent des cibles civiles.

Le siège en temps de guerre n'est pas interdit en soi, complète Julia Grignon, mais il faut regarder les effets de celui-ci, et si cela affecte la population dans un sens contraire aux droits humains alors c'est interdit.

**Il y a là l'évidence des crimes de guerre**, mais pour aller plus loin et caractériser un crime contre l'humanité, il faudra « **prouver qu'il y a eu une attaque généralisée et systématique contre une population civile** », pointe la juriste.

### **Sources :**

1-Intervention du 20 Avril 2023: Remarks by Secretary of the Treasury Janet L. Yellen on the U.S. - China Economic Relationship at Johns Hopkins School of Advanced International Studies

2-M. Lemoine, « L'affaiblissement du multilatéralisme fait le bonheur des Américains », *Les Echos*, 5 jan- vier 2023.

3-Europe-Afrique : partenaires particuliers, Mahaut de Fougères et Dalila Berritane publié sur le site de l'Institut Montaigne : <https://www.institutmontaigne.org/publications/europe-afrique-partenaires-particuliers>

4-Pierre D'Herbès, ***Le défi de la France en Afrique : réinventer sa politique***, article du 11 septembre 2023 publié sur : <https://www.contrepoints.org/2023/09/11/463390-le-defi-de-la-france-en-afrique-reinventer-sa-politique>

5-2<sup>e</sup> *Sommet Russie-Afrique : l'arbre Wagner et la forêt russe*, Tribune du 20 Juillet 2023 de Cyrille Bret, Docteur en philosophie et spécialiste des enjeux de sécurité et défense publié sur le site de l'Institut Montaigne : <https://www.institutmontaigne.org/expressions/2e-sommet-russie-afrique-larbre-wagner-et-la-foret-russe>

6-***Guerre en Ukraine et nouvel ordre du monde***, sous la direction de Michel Duclos. Ed. de l'Observatoire, p.4 à 8

7-[https://www.challenges.fr/idees/bachar-al-assad-rehabilite-par-la-ligue-arabe-syrie-une-honte-occidentale\\_857256](https://www.challenges.fr/idees/bachar-al-assad-rehabilite-par-la-ligue-arabe-syrie-une-honte-occidentale_857256)

8-[https://www.liberation.fr/international/moyen-orient/syrie-affaibli-et-isole-le-regime-hesite-a-reprimer-la-contestation-20230922\\_AQJBWISVKJBVFF5DRYYUI3AYVM/](https://www.liberation.fr/international/moyen-orient/syrie-affaibli-et-isole-le-regime-hesite-a-reprimer-la-contestation-20230922_AQJBWISVKJBVFF5DRYYUI3AYVM/)

9-<https://www.la-croix.com/international/Bachar-Al-Assad-Chine-quels-pays-entretiennent-relations-dictateur-syrien-2023-09-20-1201283609>

10-[https://www.liberation.fr/international/moyen-orient/apres-plus-de-11-ans-disolement-la-syrie-reintegre-la-ligue-arabe-20230507\\_6R3V44WFXRHHJPA2AHUUP3IJPI/](https://www.liberation.fr/international/moyen-orient/apres-plus-de-11-ans-disolement-la-syrie-reintegre-la-ligue-arabe-20230507_6R3V44WFXRHHJPA2AHUUP3IJPI/)

11-[https://www.liberation.fr/international/moyen-orient/retour-de-la-syrie-dans-la-ligue-arabe-bachar-al-assad-na-jamais-tenu-la-moindre-promesse-20230518\\_HPCFN5O4S5AJ7HWPB62VTHCEK7I/](https://www.liberation.fr/international/moyen-orient/retour-de-la-syrie-dans-la-ligue-arabe-bachar-al-assad-na-jamais-tenu-la-moindre-promesse-20230518_HPCFN5O4S5AJ7HWPB62VTHCEK7I/)

12-<https://www.lesechos.fr/idees-debats/editos-analyses/chine-inde-regards-croises-1958097>

13-<https://www.lesechos.fr/idees-debats/editos-analyses/le-nouvel-ordre-tripolaire-du-monde-1945078>

14- *The Global Civilization Initiative full of Chinese wisdom, injects fresh momentum into bright shared future* – The way of civilization by Xu Liuliu, Li Qian and Hu Yuwai publié le 17 avril 2023.

15- Note Mai 2021 : ***La stabilité du Maghreb, un impératif pour l'Europe***, Institut Montaigne

16- ***Israéliens et Palestiniens : cette fois-ci c'est autre chose***, Expressions de Bassma KODMANI, publication sur Institut Montaigne

17-<https://www.rfi.fr/fr/moyen-orient/20210614-israel-investiture-chaotique-du-gouvernement-de-n-bennett-netanyahu-chef-de-l-opposition>

18-<https://www.cafeyn.co/fr/article/43b84b/challenges/2023-10-08/offensive-du-hamas-contre-israel-le-recit-des-deux-jours-ou-tout-a-basculer>

19-<https://www.mediapart.fr/journal/politique/151023/eric-coquerel-lfi-la-grandeur-de-la-france-jusqu-ici-etait-de-respecter-les-deux-peuples>

20-<https://reader.cafeyn.co/index.html?lang=fr&publicationId=805&issueId=21966064>

21-<https://www.mediapart.fr/journal/international/161023/aux-origines-de-l-histoire-complexe-du-hamas>

22-<https://reader.cafeyn.co/index.html?lang=fr&publicationId=641&issueId=21964596>

23-<https://www.mediapart.fr/journal/international/151023/terrorisme-crimes-de-guerre-ou-crimes-contre-l-humanite-les-mots-justes-pour-qualifier-les-violence>